

Manifestation de la Communauté Mauritanienne de Belgique devant les institutions européennes à Bruxelles .



Déclaration

Malgré les protestations, les déclarations, les dénonciations, les manifestations à Paris, Bruxelles, New York , en Mauritanie même, où les manifestants furent réprimés, blessés et certains arrêtés, le Président mauritanien Ould Abdoul Aziz fait preuve d'entêtement en refusant de retirer l'opération de recensement à visée raciste qui est toujours en cours. L'Etat mauritanien signataire de toutes les conventions internationales, africaines et arabes n'a jamais fait preuve de respect de ses engagements. C'est ainsi que le seul code de loi non codifié qui est en vigueur en Mauritanie est l'exclusion et la marginalisation des la communauté noire.

Après le génocide de 1989 à 1991, dont le premier responsable, l'ancien président Ould Taya fait l'objet d'une plainte devant les tribunaux belges, nous victimes de l'idéologie raciste, avons espérer l'ouverture d'une autre ère avec l'arrivée de la période de transition. Hélas, le nouveau président mauritanien a, plutôt réaffirmé sa fidélité au racisme d'Etat et à l'esclavage, marquées par des prises de position et de décisions politiques contraires à ses promesses durant ses déplacements dans le sud de la Mauritanie.

Avec l'opération du recensement, en violation avec la Constitution mauritanienne et les accords internationaux, les autorités actuelles veulent définitivement codifier l'exclusion de la composante noire du pays. Le recensement qui se déroule depuis quelques mois n'est que l'ultime phase de l'idéologie de la négation de la communauté africaine noire mauritanienne. C'est au nom des droits fondamentaux, du respect de l'appartenance de

chaque composante humaine à son pays, de son droit à la vie, à la dignité, à la citoyenneté, que nous portons à votre attention la logique génocidaire dans laquelle s'inscrit la décision politique de compter les habitants du pays en procédant par une négation des populations noires.

C'est au nom de l'éthique humaniste qui inspire le droit international et du droit d'ingérence des nations puissantes à protéger des peuples en danger que nous, mauritaniens de la diaspora, victimes des années de terreur, manifestons devant vos illustres institutions, pour dénoncer une politique contraire à l'évolution du monde. Si par le passé, les représentants de la communauté européenne n'étaient pas au courant des crimes contre l'humanité commis en Mauritanie, nous venons, aujourd'hui, solennellement, porter à votre connaissance qu'une opération à caractère discriminatoire est en cours actuellement en Mauritanie. Conscient de la mobilisation des victimes de cette logique d'exclusion raciste et esclavagiste, le président mauritanien poursuit son offensive diplomatique et de diversion afin de détourner l'opinion internationale de l'actualité violente qui se déroule dans son pays du fait de sa politique négationniste. En se faisant le missionnaire de la cause de la paix et de la fraternité dans le monde : en côte d'Ivoire, à la conférence pour la reconstruction de la Libye à Paris, aujourd'hui à l'UNESCO ; toute cette agitation n'a pour motivation que la volonté de masquer une politique irresponsable et lâche, une gouvernance sectaire et une gestion tribale de la Mauritanie. Nous en appelons à la communauté européenne, devant ses institutions et par la voie des représentants des différents Etats européens à leur responsabilité en exigeant du président mauritanien le sens de la mesure en retirant son projet raciste d'exclusion de la communauté noire mauritanienne de son propre pays.

Bruxelles, le 15 septembre 2011

La Coordination de la communauté mauritanienne de Belgique